

ST.

L. 19.741/9.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING - 1 -
31 - 7 - 1990
Treurniet's a M. Opgezant aan de H. <i>Vandemeulenbeke</i>

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'Eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 9 mars 1990, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "relative à la prévention et à la gestion des déchets", a donné le 25 juin 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 9 maart 1990 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "inzake de preventie en het beheer van afval", heeft op 25 juni 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'article 4, § 2, 5°, de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes, attribue "l'enlèvement et le traitement des immondices" à l'agglomération bruxelloise.

En vertu de l'article 48 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, cette compétence est exercée par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et par le Collège.

Selon l'article 52 de cette même loi, les compétences sont cependant exercées par voie de règlements. Il s'agit donc d'une norme fondamentalement différente de l'ordonnance; il s'agit ici des règlements d'un pouvoir local.

Conformément à sa loi organique, le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour donner des avis sur les actes réglementaires émanant d'un pouvoir local et notamment de l'Agglomération de Bruxelles-Capitale.

Les auteurs du projet n'ont pas suffisamment tenu compte de cette situation particulière. Des observations seront faites ci-après à l'occasion de l'examen des articles.

2. Les compétences déléguées à l'Exécutif sont souvent excessives. Des observations seront également formulées ci-après.

OBSERVATIONS SUR LA FORME.

1. Le texte en projet porte, en première page, le plan de l'avant-projet d'ordonnance.

Il n'est pas d'usage, pour un texte relativement bref, de faire précéder celui-ci d'un plan.

2. A l'article 2, la division doit se faire en 1°, 2°, 3° ... au lieu de a, b, c

La même observation vaut pour les articles 3, 5, 8, 14, 17, 19 et 22.

En outre, à l'article 8, § 2, alinéa 2, les tirets doivent être remplacés par 1°, 2° et 3°; à l'article 22, le b et le c, devenant 2° et 3°, doivent être subdivisés en a, b et c au lieu de 1°, 2° et 3°.

3. A l'article 6, la division en paragraphes ne se justifie pas car ceux-ci sont employés uniquement en vue de grouper plusieurs alinéas.

.../...

La même observation vaut pour les articles 7, 14, 18 et 28.

4. Les sections doivent être numérotées en chiffres romains.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Ordonnance relative aux déchets".

DISPOSITIF.

Article 2.

1. Comme il a été dit sous l'observation générale n° 2 ci-avant, les délégations de pouvoirs à l'Exécutif sont trop étendues. Ainsi, les textes figurant aux a, b et c, devenant 1°, 2° et 3°, sont rédigés en des termes qui reviennent à habiliter l'Exécutif à définir la notion des déchets. Une telle habilitation est excessive.

.../...

2. Au e, devenant 5°, il faut écrire : "... de tri ou de regroupement".

Article 3.

1. Conformément à l'observation générale n° 1, il convient d'exclure du champ d'application de l'ordonnance en projet, "l'enlèvement et le traitement des immondices".

2. Dans le texte français, au b, devenant le 2°, il faut écrire "égouts".

3. En ce qui concerne le d, il va de soi que les cadavres humains ne constituent pas des déchets et qu'ils sont donc exclus du champ d'application de l'ordonnance.

Le d doit être omis.

Articles 4 et 5.

La délégation de pouvoirs au profit de l'Exécutif est encore singulièrement étendue et n'est en fin de compte limitée que par l'indication des objectifs assignés aux mesures à prendre. Ceci vaut tout particulièrement pour les mesures visées à l'article 5, a, b et c, où, contrairement à l'article 4 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et à l'article 8 du décret de la

.../...

Communauté flamande du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets, il est seulement question de "certains produits ou emballages" sans autre précision.

Par ailleurs, pour une meilleure lisibilité du projet, les articles 4 et 5 devraient être fusionnés, les précisions que porte l'article 4 trouvant mieux leur place dans l'exposé des motifs.

A l'article 5, e, le mot "intégration" doit être remplacé par le mot "insertion".

Le texte doit être revu.

Article 6.

1. En ce qui concerne le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il est fait référence à la première observation formulée à propos de l'article 4 du projet d'ordonnance "portant création de l'Agence régionale pour la propreté" qui a fait l'objet de l'avis L. 19.939/9 du 28 mai 1990.

La même observation vaut pour l'article 11 de l'ordonnance en projet.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, mieux vaudrait écrire : "... l'Institut propose un plan à l'Exécutif".

4. La seconde phrase du paragraphe 3 est rédigée comme suit : "Celui-ci arrête le plan par arrêté délibéré en son sein". Les mots "par arrêté délibéré en son sein" sont superflus et doivent être supprimés. Il va de soi que l'Exécutif est libre de consentir des délégations à ses membres. Le texte néerlandais de cette seconde phrase serait mieux rédigé comme suit : "Deze stelt het plan vast".

Article 7.

Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, ne précise pas quelles dispositions du plan sont contraignantes et quelles dispositions sont simplement indicatives. Cette précision doit figurer dans le texte.

Par ailleurs, il n'est pas d'usage de souligner certains mots.

Au paragraphe 2, la référence à l'article 6 doit être adaptée à la nouvelle présentation des articles du projet et, dans le texte français, la dernière phrase doit être complétée par les mots "ou du plan révisé". Quant au texte néerlandais du paragraphe 2, il convient de le rédiger comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 9.

Dans l'article 9, si le membre de phrase "Toute personne a droit à l'enlèvement de ses déchets ménagers" (1) n'est pas en soi critiquable, il en est autrement de la seconde partie de la phrase dans la mesure où elle inclut l'enlèvement des immondices et le coût de leur élimination.

En effet, dans cette mesure, elle empiète sur les compétences de l'Agglomération de Bruxelles-Capitale en matière d'enlèvement et de traitement des immondices.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 13, 14 et 15.

Les articles 13, 14 et 15 confèrent à l'Exécutif une délégation particulièrement étendue.

(1) Le Conseil d'Etat s'interroge toutefois sur l'opportunité d'utiliser une formule aussi solennelle.

Il conviendrait à tout le moins que les principes essentiels qui doivent régir la matière soient inscrits dans l'ordonnance elle-même.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 15, l'assimilation doit être accordée lorsque les "personnes publiques ou privées ayant leur siège ou leur siège social en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale" doivent, pour pouvoir exercer leur activité, satisfaire, en vertu de la législation qui leur est applicable, à des conditions équivalant à celles qui sont en vigueur dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Les articles 13, 14 et 15 doivent être revus.

Article 16.

1. Dans l'ensemble de l'article, il y a lieu d'omettre les mots "non ménagers", puisque la section III concerne les déchets non ménagers.

2. Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Toute remise et réception de déchets dangereux doit être effectuée contre récépissé.

Le récépissé indique au moins la date de la remise, la nature, la quantité, les propriétés et la composition des déchets ... (la suite comme au projet).

L'Exécutif fixe le modèle du récépissé ainsi que la procédure de transmission de celui-ci.

Les intéressés gardent les copies des récépissés ... (la suite comme au projet)".

3. Le paragraphe 3 fait double emploi avec le paragraphe 2 et doit être omis.

4. Le paragraphe 4, devenant le paragraphe 3, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. L'Exécutif peut étendre les obligations prévues aux paragraphes 1er et 2 à des catégories de déchets non ménagers autres que dangereux".

Article 18.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais du a, devenant 1°, doit être rédigé en tenant compte de la remarque qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Au b, devenant 2°, la portée concrète des mots "autres cas" échappe au Conseil d'Etat qui s'interroge sur les hypothèses envisagées.

Article 19.

Au b, devenant 2°, il n'appartient pas à l'ordonnance de donner une délégation générale à l'Exécutif en matière de traités et de conventions. Elle ne peut donner délégation que pour des traités et des conventions nommément désignés et en précisant les règles ou principes généraux de cette délégation.

Article 21.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ces renseignements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles en vue desquelles ils ont été obtenus".

Article 22.

Le texte néerlandais de l'article 22, b, 2° (devenant 2°, b) doit, être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23.

D'une part, il est de principe que les peines doivent être proportionnelles à la gravité des infractions. Tel n'est pas le cas en l'espèce. Toutes les infractions sont punies des peines prévues à l'article 23 du projet.

Ces peines sont particulièrement lourdes, singulièrement si l'on se réfère à l'article 1er de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, modifié par la loi du 22 décembre 1989, qui dispose que le montant des amendes pénales est majoré de sept cent nonante décimes.

D'autre part, il appartient à l'ordonnance de définir elle-même les incriminations qu'elle établit, pour respecter le principe de la légalité des peines tel qu'il est déterminé par l'article 9 de la Constitution. Tel n'est pas non plus le cas.

L'article 23 doit être fondamentalement revu.

Article 24.

Il appartiendra à l'Exécutif d'abroger l'arrêté royal du 24 janvier 1969, en tant qu'il concerne la Région de Bruxelles-Capitale, au fur et à mesure de l'entrée en vigueur des dispositions réglementaires qui remplaceront celles dudit arrêté.

.../...

Par ailleurs, une ordonnance entre normalement en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication au Moniteur belge. Si l'intention des auteurs du projet est de déroger à cette règle, il convient de le prévoir expressément.

L'article 24 doit être fondamentalement revu.

L'article 25 du projet appelle des observations analogues.

Article 25.

Sans doute faut-il lire "à l'exception des articles 7 et 9 à 15" au lieu de "à l'exception des articles 7 et 9 à 11".

Article 27.

Tel qu'il est rédigé, l'article manque de clarté. On peut se demander si l'intention des auteurs du projet n'est pas de régler le sort réservé aux demandes qui auraient été introduites après l'entrée en vigueur de l'ordonnance en projet mais avant que ne soient prises les mesures d'exécution réglant notamment la procédure d'autorisation. Si telle est bien l'intention, le texte devrait la faire apparaître clairement et la disposition trouverait mieux sa place à l'article 28.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Artikel 4, § 2, 5°, van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten draagt "het ophalen en verwerken van het vuilnis" op aan de Brusselse agglomeratie.

Krachtens artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen wordt die bevoegdheid uitgeoefend door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en door het College.

Volgens artikel 52 van diezelfde wet worden de bevoegdheden evenwel uitgeoefend met verordeningen. Het gaat dus om een norm die grondig verschilt van de ordonnantie; het gaat hier om de verordeningen van een plaatselijke overheid.

Overeenkomstig zijn organieke wet is de Raad van State niet bevoegd om adviezen te verlenen over de verordnungsakten van een plaatselijke overheid en inzonderheid van de Agglomeratie Brussel-Hoofdstad.

De initiatiefnemers van het ontwerp hebben niet voldoende rekening gehouden met die bijzondere toestand. Naar aanleiding van het onderzoek van de artikelen zullen hierna opmerkingen worden gemaakt.

2. De bevoegdheden die aan de Executieve worden opgedragen zijn vaak buitensporig. Hierna zullen eveneens opmerkingen worden geformuleerd.

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

1. De ontworpen tekst bevat, op bladzijde 1, het plan van het voorontwerp van ordonnantie.

Het is niet gebruikelijk aan een betrekkelijke korte tekst een plan te laten voorafgaan.

2. Artikel 2 moet worden ingedeeld in 1°, 2°, 3° ... in plaats van in a, b, c,

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 3, 5, 8, 14, 17, 19 en 22.

Bovendien moeten in artikel 8, § 2, tweede lid, de streepjes worden vervangen door 1°, 2° en 3; in artikel 22 moeten b en c, die 2° en 3° worden, onderverdeeld worden in a, b en c in plaats van in 1°, 2° en 3°.

3. In artikel 6 is er geen reden voor een paragraafsgewijze indeling want paragrafen dienen alleen om verscheidene leden te groeperen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7, 14, 18 en 28.

4. De afdelingen moeten worden genummerd met Romeinse cijfers.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Ordonnantie betreffende de afvalstoffen".

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 2.

1. Zoals is gezegd onder de algemene opmerking nr. 2 hierboven, zijn de opdrachten van bevoegdheid aan de Executieve te ruim. Zo zijn de teksten onder a, b en c, die 1°, 2° en 3° worden, gesteld in bewoordingen die erop neerkomen dat de Executieve gemachtigd wordt het begrip afvalstof te omschrijven. Een zodanige machtiging is buitensporig.

2. In de bepaling onder e, die 5° wordt, schrijven men "... sorteren of hergroeperen".

Artikel 3.

1. Overeenkomstig de algemene opmerking nr. 1 behoren "het ophalen en het verwerken van het vuilnis" buiten

de werkingssfeer van de ontworpen ordonnantie te worden gehouden.

2. In de Franse tekst van b, dat 2° wordt, schrijve men "égouts".

3. Wat d betreft, spreekt het vanzelf dat lijken geen afvalstoffen zijn en dat ze bijgevolg buiten de werkingssfeer van de ordonnantie vallen.

De tekst onder d moet vervallen.

Artikelen 4 en 5.

De delegatie van bevoegdheden ten voordele van de Executieve wordt nog sterk uitgebreid en wordt per slot van rekening alleen beperkt door de vermelding van de doelstellingen van de te nemen maatregelen. Dat geldt heel in het bijzonder voor de maatregelen bedoeld in artikel 5, a, b en c, waar anders dan in artikel 4 van het decreet van het Waalse Gewest van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en in artikel 8 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen, alleen sprake is van "bepaalde produkten of verpakkingen" zonder meer.

Bovendien zouden de artikelen 4 en 5 ter wille van de duidelijkheid van het ontwerp moeten worden samengevoegd,

waarbij de preciseringen die artikel 4 bevat beter op hun plaats zijn in de memorie van toelichting.

In artikel 5, e, moeten de woorden "het opneming" worden vervangen door de woorden "de opneming".

De tekst moet worden herzien.

Artikel 6.

1. Wat paragraaf 1 betreft, die het eerste lid wordt, wordt verwezen naar de eerste opmerking bij artikel 4 van het ontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Reinheid" waarover de Raad van State op 28 mei 1990 advies heeft gegeven onder het nummer L. 19.939/9.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11 van het ontwerp van ordonnantie.

2. De Nederlandse tekst van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Over dat voorontwerp wordt een openbaar onderzoek gehouden volgens de regels vastgesteld door de Executieve".

3. In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men : "... stelt het Instituut een plan voor aan de Executieve".

4. De tweede volzin van paragraaf 3 luidt als volgt : "Deze keurt het plan, beraadslaagd in haar midden, bij besluit goed". De woorden "beraadslaagd in haar midden" en "bij besluit" moeten als overbodig vervallen. Het spreekt vanzelf dat de Executieve opdrachten mag verlenen aan haar leden. Overigens zou de Nederlandse tekst van die zin beter als volgt worden geredigeerd : "Deze stelt het plan vast".

Artikel 7.

Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, preciseert niet welke bepalingen van het plan dwingend zijn en welke alleen maar indicatief zijn. Die precisering moet in de tekst staan.

Bovendien is het niet gebruikelijk bepaalde woorden te onderstrepen.

De Nederlandse tekst van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Het plan wordt vastgesteld voor een periode van vijf jaar. In uitzonderlijke omstandigheden kan het door de Executieve voortijdig worden herzien, volgens de procedure bepaald in artikel (6). Het behoudt echter zijn bindende kracht tot de datum van inwerkingtreding van het voor de volgende periode vastgestelde plan of van het herziene plan".

De verwijzing naar artikel 6 moet worden aangepast aan de nieuwe inrichting van de artikelen van het ontwerp.

Artikel 9.

In artikel 9 is het zinsdeel "Iedere persoon heeft (...) recht op de ophaling van zijn huisvuil" (1), op zichzelf weliswaar niet vatbaar voor kritiek, maar dat is niet het geval met het tweede zinsdeel in zoverre dit de ophaling van huisvuil en de verwijderingskosten ervan insluit.

In die mate maakt dat zinsdeel immers inbreuk op de bevoegdheden van de Agglomeratie Brussel-Hoofdstad inzake het ophalen en verwerken van het vuilnis.

Bijgevolg moet de tekst worden herzien.

Artikel 11.

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst als volgt te stellen :

"Onverminderd de toepassing van de artikelen 12 en 18 zorgt de bevoegde dienst van de Brusselse agglomeratie ambtshalve voor de verwijdering en verwerking van achtergelaten afval of laat hij daarvoor zorgen".

(1) De Raad van State vraagt zich evenwel af of het wenselijk is zo'n plechtige formule te gebruiken.

Artikelen 13, 14 en 15.

De artikelen 13, 14 en 15 verlenen aan de Executieve een bijzonder ruime opdracht.

Op zijn minst zouden de essentiële beginselen die ten grondslag moeten liggen aan de aangelegenheid, in de ordonnantie zelf moeten worden opgenomen.

Wat meer bepaald artikel 15 betreft, moet de gelijkschakeling worden verleend wanneer de "publieke of privé personen, die hun zetel of maatschappelijke zetel buiten het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest hebben", om hun bezigheid te kunnen uitoefenen, krachtens de wetgeving die op hen van toepassing is, moeten voldoen aan gelijkwaardige voorwaarden als die welke gelden in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De artikelen 13, 14 en 15 moeten worden herzien.

Artikel 16.

1. Overal in het artikel dienen de woorden "niet-huishoudelijk" te vervallen, aangezien afdeling III betrekking heeft op niet-huishoudelijk afval.

2. Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

.../...

"Elke afgifte en ontvangst van gevaarlijk afval moeten worden verricht tegen ontvangstbewijs.

Het ontvangstbewijs vermeldt ten minste de datum van de afgifte, de aard, de hoeveelheid, de eigenschappen en de samenstelling van de afvalstoffen ... (voorts zoals in het ontwerp).

De Executieve stelt het model van het ontvangstbewijs vast, alsmede de wijze waarop het wordt overgezonden.

De belanghebbenden bewaren de kopieën van de ontvangstbewijzen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. Paragraaf 3 dupeleert met paragraaf 2 en moet vervallen.

4. Paragraaf 4, die paragraaf 3 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De Executieve kan de in de paragrafen 1 en 2 bepaalde verplichtingen uitbreiden tot andere categorieën van niet-huishoudelijk afval dan gevaarlijk afval".

Artikel 18.Paragraaf 3.

In de bepaling onder a, dat 1° wordt, schrijve men "onwettig" in plaats van "onwettelijk".

In de bepaling onder b, dat 2° wordt, is het de Raad van State niet duidelijk wat de concrete strekking is van de woorden "andere gevallen". De Raad vraagt zich af welke hypothesen worden bedoeld.

Artikel 19.

In de bepaling onder b, dat 2° wordt, komt het de ordonnantiegever niet toe aan de Executieve een algemene opdracht inzake verdragen en overeenkomsten te verlenen. Hij kan alleen delegatie geven voor met name genoemde verdragen en overeenkomsten en dient daarbij de algemene regels of beginselen van die delegatie te preciseren.

Artikel 21.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Die inlichtingen mogen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die waarvoor ze zijn verkregen".

.../...

Artikel 22.

De Nederlandse tekst van artikel 22, b, 2° (dat 2°, b, wordt) dient als volgt te worden geredigeerd :

"b) zich elk document, stuk of titel, nuttig voor het volbrengen van hun opdracht, ter plaatse laten overleggen of die bescheiden laten opzoeken, er fotocopies of andere afschriften van nemen of de bedoelde bescheiden tegen ontvangstbewijs meenemen;".

Artikel 23.

Enerzijds is het een aangenomen beginsel dat de straffen in verhouding moeten staan tot de zwaarwichtigheid van de strafbare feiten. Dat is in casu niet het geval. Alle strafbare feiten worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 23 van het ontwerp.

Die straffen zijn bijzonder zwaar, vooral wanneer men uitgaat van artikel 1 van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, dat bepaalt dat het bedrag der strafrechtelijke geldboeten verhoogd wordt met zevenhonderd negentig decimes.

Anderzijds dient de ordonnantie zelf de misdrijven te omschrijven die ze vaststelt, wil ze het beginsel van de wettelijkheid van de straffen, zoals bepaald in artikel 9 van de Grondwet, naleven. Dat is evenmin het geval.

Artikel 23 moet grondig worden herzien.

Artikel 24.

De Executieve behoort het koninklijk besluit van 24 januari 1989 op te heffen in zover het betrekking heeft op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, naarmate de verordeningbepalingen in werking treden welke die van het voornoemde besluit zullen vervangen.

Voorts treedt een ordonnantie normaal in werking op de tiende dag na die van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. Bedoelen de initiatiefnemers van het ontwerp van die regel af te wijken, dan behoort dat uitdrukkelijk te worden bepaald.

Artikel 24 moet grondig worden herzien.

Bij artikel 25 van het ontwerp zijn soortgelijke opmerkingen te maken.

Artikel 25.

Wellicht dient hier "met uitzondering van de artikelen 7 en 9 tot 15" te worden gelezen in plaats van "met uitzondering van de artikels 7, 9 tot 11".

Artikel 27.

Zoals het artikel is gesteld, is het onvoldoende duidelijk. Men kan zich afvragen of het niet in de bedoeling van de initiatiefnemers van het ontwerp ligt het lot te regelen van de aanvragen die zouden zijn ingediend na de inwerkingtreding van de ontworpen verordening, maar vooreer de uitvoeringsmaatregelen zijn vastgesteld die onder meer de procedure inzake de vergunning regelen. Is zulks de bedoeling, dan zou ze duidelijk uit de tekst moeten blijken en zou de bepaling beter in artikel 28 komen te staan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. FINCOEUR,
de Heren :

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

C.-L. CLOSSET,
R. ANDERSEN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

C. DESCHAMPS,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. FINCOEUR.